

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Public Works Government Services Canada- Bid
Receiving / Réception des soumissions
189 Prince William Street
Room 421
Saint John
New Brunswick
E2L 2B9

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works Government Services Canada- Bid
Receiving / Réception des soumissions
189 Prince William Street
Room 421
Saint John
New Bruns
E2L 2B9

Title - Sujet Svc, Federal Health Claims Process	
Solicitation No. - N° de l'invitation 51019-072007/K	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client 51019-072007	Date 2013-03-12
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$PWB-011-3203	
File No. - N° de dossier PWB-7-20036 (011)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-04-30	Time Zone Fuseau horaire Atlantic Standard Time AST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Keith, Allan B.	Buyer Id - Id de l'acheteur pwb011
Telephone No. - N° de téléphone (506) 636-4416 ()	FAX No. - N° de FAX (506) 636-4376
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

QUESTIONS ET RÉPONSES

Nota : Les questions sont numérotées sur réception à TPSGC. Dès qu'une réponse est prête, elle est publiée et s'accompagne de la question correspondante sur le site Web de MERX. Les soumissionnaires potentiels sont donc informés que les questions et les réponses peuvent être publiées sur le site Web de MERX sans suivre l'ordre des numéros attribués. Les questions ci-dessous ont été posées par les soumissionnaires. Conformément à l'article 13 des Instructions normalisées 2003 - Biens ou services - Les besoins concurrentiels (2012-11-19) qui ont été incorporés dans la demande de propositions (DP) conformément à l'article 2.1 de la DP, les questions et les réponses sont fournies aux soumissionnaires ci-dessous.

Q4. L'État envisagerait-il de prolonger de 30 jours la date limite affichée pour la demande de propositions (DP) en question?

La proposition à rédiger en réponse à la DP en question doit être à la fois exhaustive et complexe et doit inciter tous les soumissionnaires - à l'exception du titulaire - à en rédiger une qui est concurrentielle sur le plan technique et financier.

R.4. Le Canada ne prévoit pas accorder une prolongation à ce moment-ci.

Q6. La DP publiée comprend les coûts préalables à la mise en œuvre et les coûts de roulement associés aux opérations qui sont compris dans le prix évalué à employer dans la sélection des soumissionnaires.

L'EDT et les exigences cotées présentés dans la DP - bien qu'ils aient été clairement modifiés pour tenir compte des préoccupations exprimées par les soumissionnaires concurrents pendant les processus de demande de renseignements (DR) ayant précédé la présente publication - semblent toujours correspondre au modèle de prestation des services actuel. Il semble que le titulaire dispose de systèmes antérieurs, de processus administratifs et d'une empreinte organisationnelle conformes qui s'harmonisent avec le modèle de prestation des services actuel. Cette situation procure au titulaire un avantage important sur le plan des coûts par rapport aux fournisseurs concurrents potentiels et peut faire de cette DP un marché non concurrentiel.

Nous demandons que l'État crée un environnement vraiment concurrentiel pour la DP en question en éliminant les coûts préalables à la mise en œuvre du prix évalué pour la DP, comme il est indiqué dans la réponse no 5 de la DR.

R6. Tous les coûts établis dans la demande de propositions seront inclus dans l'évaluation financière aux fins d'équité, d'ouverture et de transparence pour tous les soumissionnaires, et afin d'offrir le meilleur rapport qualité-prix aux contribuables du Canada.

Q7. L'exigence de la citoyenneté canadienne est mentionnée dans l'annexe C (pages 66 à 68) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS). Selon la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC), cette exigence va à l'encontre de la décision de 2008 du ministère de la Justice qui stipule que la désignation " PROTÉGÉ B " ne peut être si restrictive. Question : La LVERS aura-t-elle préséance sur les autres sections de la DP et de l'EDT qui font référence uniquement au fait que la résidence au Canada est une exigence, tel qu'il est indiqué dans l'annexe G?

R7. Veuillez supprimer la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) qui se trouve à l'annexe C de la demande de propositions (DP) et la remplacer par la LVERS jointe à la modification no 1 de la DP.

Q8. L'exigence de la citoyenneté canadienne contenue dans la LVERS s'applique t elle au personnel du sous traitant qui n'a pas en fait accès aux données?

Exemple : si l'on fait appel à un sous traitant pour détruire des lecteurs de disque dur, son personnel doit il satisfaire à cette exigence?

R8. Veuillez vous reporter à la LVERS jointe à la modification no 1 de la DP.

Q14. Exigences en matière d'assurance, point 2d - Qu'entend on par " préjudice personnel " tel qu'il est énoncé dans la définition suivante : " Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation. " Cela comprend il la perte financière subie par une personne à la suite d'une atteinte à la vie privée? Cela comprend il les coûts associés au fait d'informer les membres s'il pourrait survenir une atteinte à la vie privée?

R14. On y traite des préjudices autres qu'une blessure corporelle, causés par un libelle, une diffamation (verbale ou écrite), une arrestation ou un emprisonnement illégal, une poursuite malveillante, une entrée ou une expulsion illégale ou une atteinte à la vie privée. Oui, car cela comprend les préjudices autres qu'une blessure corporelle, causés par une atteinte à la vie privée. Ainsi, la perte financière d'une personne, découlant d'une atteinte à la vie privée, est incluse. Oui, au titre des dommages-intérêts spéciaux.

Q72. Sécurité financière que l'entrepreneur est en mesure de fournir : veuillez fournir le montant des lettres de crédit dont le Canada a besoin.

R72. Le Canada n'exige pas automatiquement une lettre de crédit, et aucun montant ne peut être prédéterminé. L'État doit vérifier si chaque soumissionnaire a la capacité financière d'exécuter le contrat. Pour ce faire, nous demandons et nous analysons les

documents mentionnés aux sections 6.3.1 a. à g. Nous demandons une lettre de crédit si nous ne pouvons pas évaluer la capacité financière. Le montant demandé dans la lettre de crédit est proportionné aux risques présents au moment de l'évaluation.

Q73. État détaillé des flux de trésorerie mensuels : si l'entrepreneur est une société cotée en bourse et n'est pas en mesure de fournir cette information, quelles sont les solutions de rechange? Cette exigence peut-elle être satisfaite par une garantie financière du garant?

R.73. Les points (f) et (g) sont requis lorsque nous ne pouvons pas évaluer la capacité financière d'une entreprise d'exécuter le contrat au moyen d'autres points, notamment les états financiers. Lorsque la législation interdit à une entreprise de fournir ces documents, d'autres dispositions peuvent être utilisées aux termes de la présente section afin d'atténuer les risques liés à la capacité financière.

Q74. Garantie de la société mère : veuillez fournir l'annexe ou la section relative au modèle ou format de l'entente sur la garantie de la société mère qui a été élaboré par Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC).

R74. Comme chaque entreprise ou groupe d'entreprises a une structure différente, le Canada demande que les soumissionnaires fournissent, au besoin, les documents attestant la garantie de la société mère. TPSGC analyse alors ces documents et évalue si cette garantie est suffisante.

Jointe à la présente modification de l'invitation numéro un (1) sont les présentations et le rapport de décision de la réunion des soumissionnaires du 26 février 2013.

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS
DEMEURENT INCHANGÉES.**



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

51019-07-2007

Security Classification / Classification de sécurité

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction	
VAC		FHCPS Task Force, Veterans Services Branch	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
N/A		N/A	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail			
New procurement for the Federal Health Claims Processing Services on behalf of Veterans Affairs Canada (VAC) and its partners, Royal Canadian Mounted Police (RCMP) and the Canadian Forces (CF).			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input checked="" type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	
		Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>	
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/> <i>non</i>		All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/> <i>non</i>			
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO SECRET / NATO SECRET <input type="checkbox"/>	
SECRET / SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>			
TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>			
		PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
		CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
		SECRET / SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Canada



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

51019-07-2007

Security Classification / Classification de sécurité

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? ☒ No ☐ Yes
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ Non ☐ Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? ☒ No ☐ Yes
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ Non ☐ Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? ☒ No ☐ Yes
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ Non ☐ Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

☐ No ☐ Yes
☐ Non ☐ Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? ☐ No ☒ Yes
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ Non ☒ Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? ☒ No ☐ Yes
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ Non ☐ Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? ☒ No ☐ Yes
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ Non ☐ Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? ☐ No ☒ Yes
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ Non ☒ Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? ☐ No ☒ Yes
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☐ Non ☒ Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Canada



PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMOS TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production		✓														
IT Media / Support TI		✓														
IT Link / Lien électronique		✓														

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

51019-07-2007

Security Classification / Classification de sécurité

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Bernard Butler

Title - Titre

Executive Director, FHGPS Task Force

Signature

Telephone No. - N° de téléphone
902-566-7438

Facsimile No. - N° de télécopieur
902-566-7573

E-mail address - Adresse courriel
Bernard.Butler@vac-acc.gc.ca

Date

March 4th / 08

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Barry Johnston

Title - Titre

Departmental Security Officer

Signature

Telephone No. - N° de téléphone
(902) 566-8228

Facsimile No. - N° de télécopieur
(902) 368-0517

E-mail address - Adresse courriel
Barry.Johnston@vac-acc.gc.ca

Date

March 17/08

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☒ No

☐ Yes

Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

ALLAN B. KEITH

Title - Titre

SENIOR CONTRACTING
SPECIALIST - PWGSC

Signature

Telephone No. - N° de téléphone
506-636-4416

Facsimile No. - N° de télécopieur
506-636-4376

E-mail address - Adresse courriel
ALLAN.KEITH@PWGSC.GC.CA

Date

21 APRIL 2008

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

MARIA HENDOZA

Title - Titre

Contract Security Officer

Signature

Telephone No. - N° de téléphone
613-948-1618

Facsimile No. - N° de télécopieur
613-954-4171

E-mail address - Adresse courriel
maria.mendoza@psgc-pwsc.gc.ca

Date

June 4, 2009

**CONFÉRENCES SOUMISSIONNAIRES SUR LE SYSTÈME FÉDÉRAL DE
TRAITEMENT DES DEMANDES DE SOINS DE SANTÉ**

Le 26 février 2013
De 13 h à 14 h 20 HNE
Centre des congrès d'Ottawa
Salle de réunion 215
Ottawa (Ontario)

PRÉSENCES : Voir la liste ci-jointe des participants et des personnes présentes.

1. MOT DE BIENVENUE ET D'OUVERTURE

- Allan Keith, gestionnaire, Approvisionnements et Services de rémunération, Région de l'Atlantique, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, souhaite la bienvenue aux représentants de l'industrie présents.
- Steven Harris, directeur, Élaboration des contrats, Secteur des services ministériels, Anciens Combattants Canada, fait des observations préliminaires et indique qu'Anciens Combattants Canada et ses partenaires sont très reconnaissants des opinions et de la rétroaction reçues de la part de l'industrie durant les demandes d'information précédentes. Il mentionne également que l'exposé d'aujourd'hui donnera un aperçu de nos besoins d'approvisionnement, de notre approche et des services requis.

**2. EXPOSÉ DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX
CANADA**

- Allan Keith, gestionnaire, Approvisionnements et Services de rémunération, Région de l'Atlantique, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, offre un aperçu du processus d'approvisionnement et du calendrier, et il indique qu'un changement a été apporté aux exigences de sécurité et sera publié sous peu dans le MERX. Il rappelle également aux soumissionnaires que l'obtention des cotes de sécurité peut être un long processus pour ceux qui n'en ont pas, et les encourage à entamer ce processus le plus tôt possible pour s'assurer du respect des exigences.
- M. Keith indique que la clause d'option comprise dans la demande de propositions est importante, et que le travail supplémentaire peut être ajouté au contrat par d'autres ministères sans toutefois dépasser 4 500 000 lignes de demandes.

3. EXPOSÉ D'ANCIENS COMBATTANTS CANADA

- Steven Harris, directeur, Élaboration des contrats, Secteur des services ministériels, Anciens Combattants Canada, donne un aperçu des exigences du Service fédéral de traitement des demandes de soins de santé, qui constituent la norme pour les trois ministères partenaires et sont semblables à ce que peut fournir l'industrie. Il présente également les exigences particulières et uniques qui sont fondées sur les lois et les règlements relatifs aux programmes et aux services offerts aux clients.

4. EXPOSÉ DES FORCES CANADIENNES

- Colonel Dan Farris, directeur, Prestation des services de santé, Forces canadiennes, donne un aperçu de la gamme de soins garantis par les Forces canadiennes et des types d'admissibilité, et résume quelques exigences particulières des Forces canadiennes, notamment le Système de produits pharmaceutiques et le Centre d'exception des médicaments.

5. EXPOSÉ DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

- Dragana Pantic, directrice, Programme des soins de santé, Sous-direction de la santé et de la sécurité au travail, Gendarmerie royale du Canada, fait le survol de l'organisation et indique que son secteur offre des services à trois (3) territoires, huit (8) provinces, environ 180 municipalités et plus de 600 communautés autochtones. Elle énonce aussi les trois (3) types de programmes des soins de santé – soins de base, soins supplémentaires et soins de santé du travail – offerts aux membres admissibles, et souligne que la Gendarmerie royale du Canada procède actuellement à la modernisation de son programme de soins de santé de base.

6. QUESTIONS PRÉCÉDEMMENT PRÉSENTÉES PAR L'INDUSTRIE

- M. Harris indique qu'environ 150 questions ont été présentées à ce jour. Il ne passe pas en revue toutes les questions, mais il affirme que la majorité d'entre elles se rapportent à quatre secteurs :
 - i. Critères d'évaluation et notation
 - ii. Langues officielles
 - iii. Technologie de l'information et systèmes
 - iv. Présentation de la soumission
- M. Harris explique qu'on examine les critères d'évaluation en réponse aux questions présentées dans le but de résoudre les petits problèmes de calcul et de rendre le tout plus clair pour les soumissionnaires. Une version révisée devrait être publiée dans le MERX la semaine prochaine.
- Il indique qu'en ce qui a trait aux langues officielles, la grande majorité des services prévus par le contrat devront être offerts en anglais et en français.
- Pour ce qui est de la formation, M. Harris mentionne que les soumissionnaires devraient proposer la meilleure approche en se fondant sur leur expertise et leur expérience.

- Enfin, on souligne que toutes les questions présentées seront répondues puis publiées dans le MERX d'ici la semaine prochaine, y compris les questions entourant la technologie de l'information. Dans les cas où les questions ne sont pas claires, il est possible qu'Allan Keith communique avec le déposant pour obtenir plus de précisions.

7. PÉRIODE DE QUESTIONS ET RÉPONSES

Q1 – Pouvez-vous fournir plus de renseignements sur ce à quoi on s'attend comme approche axée sur les résultats? Par exemple, s'attend-on à des résultats économiques ou des résultats en matière de santé?

A1 – Steven Harris, Anciens Combattants Canada – Dans ce cas-ci, l'utilisation d'une approche axée sur les résultats signifie qu'Anciens Combattants Canada et nos partenaires ont défini les principales exigences et sont intéressés à ce que l'industrie propose des solutions qui répondent à ces exigences. La demande de propositions ne cherche pas à déterminer particulièrement la façon dont les exigences sont satisfaites par une solution envisageable, mais seulement à déterminer si elles sont satisfaites. Les partenaires ont défini toutes les obligations législatives et réglementaires qui doivent être respectées conformément aux documents de la demande de propositions, mais l'industrie est invitée à utiliser son expertise afin d'offrir la meilleure solution aux exigences requises.

Q2 – Critères d'évaluation – Dans le cadre de l'évaluation, attribuerez-vous une note partielle ou le nombre maximal de points comme il est indiqué?

A2 – Steven Harris, Anciens Combattants Canada – Certaines des questions reçues à ce jour ont soulevé ce point. Les nouveaux critères d'évaluation publiés sous peu préciseront ce point, mais on peut confirmer qu'une note partielle sera attribuée.

8. MOT DE LA FIN

- Steven Harris, Anciens Combattants Canada, remercie tous les participants d'avoir assisté à la réunion d'aujourd'hui et dit avoir hâte de recevoir les propositions des soumissionnaires.

La réunion prend fin à 14 h 20.